

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Alternatives-au-dela-de-la-pensee-economique-dominante>

Résistance informelle à la globalisation néolibéral.

Alternatives au-delà de la pensée économique dominante.

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mardi 14 novembre 2006

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

1. LES ALTERNATIVES AU DELA DE LA PENSEE ECONOMIQUE DOMINANTE

1.1. Un monde en quête de sens

Les citoyens étasuniens (américains) consomment en moyenne 60 fois plus que la moyenne des citoyens haïtiens. Si tous les habitants de la planète consommaient l'équivalent de la moyenne européenne, il faudrait cinq planètes pour fournir ressources, air et eau nécessaires.

Jamais dans l'histoire du monde, autant de richesses n'y ont été créées qu'au cours des 15 dernières années. Cependant, l'écart entre riches et pauvres, loin de se réduire, a été s'élargissant. Aujourd'hui, 20% des habitants du monde consomment 85% des ressources mondiales ; 800 millions de personnes souffrent de malnutrition ou de faim ; 250 millions d'enfants sont forcés de travailler dans des usines et sur des plantations ou de se prostituer tandis que 35.000 enfants meurent chaque jour de malnutrition ou de maladie. La malnutrition et la pauvreté matérielle s'étendent dans de nombreux pays du Sud ou deviennent désespérément endémiques dans beaucoup d'autres. Le rapport du PNUD 1996 sur le développement humain note que le fossé entre riches et pauvres ne se creuse pas seulement à l'échelle mondiale, entre le Nord et le Sud, mais qu'il s'élargit aussi dans les pays qui jouissent de taux de croissance confortables de même que dans les pays occidentaux à vieille infrastructure industrielle. Aux Etats-Unis (E.U.) 15% des citoyens vivent en dessous du seuil de pauvreté. En Europe, il y a au moins 25 millions de chômeurs, jeunes pour beaucoup d'entre eux. En France, 2 millions de jeunes relèvent de l'aide alimentaire. James Speth, Directeur Général du PNUD avertit que ce système à polarisation croissante conduit la planète à une situation qui n'est pas seulement immorale mais inhumaine. Comme le disait récemment Ph. Maystadt, Président du Conseil des Gouverneurs du FMI, la violence menace partout. Nous assistons au crépuscule de l'Etat-Providence.

Depuis les années Reagan et Thatcher, les Programmes d'Ajustement Structurel (PAS) et les politiques monétaristes conduisent à la frustration et à l'angoisse. Le Secrétaire d'Etat étasunien au Travail, Robert Reich, observe que "la globalisation créée dans nos démocraties une sous-classe de citoyens démoralisés et appauvris". Même là où les PAS aboutissent à des résultats positifs en termes de dette publique et de taux d'inflation, leur impact social est déplorable.

La finance exerce plus de pouvoir dans la société que la politique. Les experts financiers, aux lieux et places des industriels-entrepreneurs du bon vieux temps, sont à la tête de grandes compagnies. Des décisions sont prises qui ne tiennent pas compte de la qualité des produits et du processus de production mais se soumettent d'abord aux objectifs à court terme du rapport financier. Ces décisions qui ne bénéficient qu'à peu de personnes se caractérisent par une absence de vision industrielle et d'intérêt réel pour les conséquences sociales ou environnementales. La spéculation sur les monnaies est devenue une occupation majeure et une source de revenus pour les entreprises. 1.400 milliards de dollars circulent quotidiennement autour du globe, desquels 10% seulement sont utilisés pour le commerce ou l'investissement à fins productives, le reste étant disponible pour la spéculation. La moitié de cet argent semble être gris ou d'origine illégale (mafia, drogue, corruption, etc...).

Tout se passe comme si nos hommes d'état étaient incapables de concevoir et mettre en oeuvre des alternatives au présent drame social et écologique se déroulant devant nous. Jacques Delors, précédent Président de la Commission européenne déplore le vide des lieux d'exercice du pouvoir et il compare notre planète à un avion se précipitant dans la nuit sans pilote à bord. Même Hans Tietmeyer, Président de la Bundesbank, admet qu'aujourd'hui "les marchés dirigent les politiciens". Notre propre ami, ancien expert de la BIRD et de l'USAID, David Korten, a publié un livre stimulant appelé "Quand les multinationales mènent le monde". Il y stigmatise le déclin de la démocratie causé par le pouvoir exorbitant exercé par les sociétés multinationales.

Il est urgent de chercher des voies de sortie de l'impasse actuelle, loin du triomphalisme aveugle de l'économie néolibérale. Un nouveau mur idéologique a remplacé le mur de Berlin : celui de l'argent et du capitalisme débridé.

Alors que les politiciens semblent incapables d'offrir des solutions crédibles, n'est-ce pas notre tâche, en tant que citoyens responsables, de contribuer à penser, explorer et expérimenter d'autres approches, pour être mieux entendu sur la base de suggestions raisonnables pour un monde plus juste, plus égalitaire, plus libre, plus durable ? En bref, plus humain ?

Le [Réseau Cultures](#) a décidé de prendre ses responsabilités comme ONG internationale, à l'échelle, modeste, qui est la sienne. Notre apport spécifique est l'analyse des cultures locales. La voie d'entrée du [Réseau Cultures](#) dans ce débat est donc l'exploration des dynamiques culturelles locales dans la vie économique, et, plus précisément, des réactions des cultures locales à la mondialisation/globalisation économique. Au cours des dix dernières années, le [Réseau Cultures](#) s'est employé à montrer les effets néfastes du développement ethnocentrique se réduisant à n'être qu'une manoeuvre de rattrapage de l'Occident aveugle à la culture locale, confondant progrès et occidentalisation. Aujourd'hui, nous voulons appliquer notre savoir-faire en matière socioculturelle en explorant la manière dont les peuples, avec leurs différences culturelles, réagissent à la globalisation, résistent aux forces économiques dominantes, voire même, mettent en oeuvre des éléments d'alternatives au capitalisme global. Dans les dix dernières années, depuis qu'est né le Réseau Cultures, et, pour nombre d'entre nous, bien avant même, portés par le grand courant tiers-mondiste et indépendantiste consacré à Bandoeng en 1955, nous avons lutté, à notre niveau, contre la globalisation du développement occidentalisant des pays du tiers-monde. Aujourd'hui, nous entendons combattre partout dans le monde, en y incluant bien sûr le Nord, la globalisation du capitalisme sauvage animé par les valeurs étriquées du matérialisme et de la compétitivité ainsi que par les politiques monétaristes que l'ancien Chancelier Schmidt n'hésitait pas à appeler "monomaniaques".

Le Projet de Recherche 1995-96 du [Réseau Cultures](#), intitulé "Organisation économique et cultures locales : l'enchâssement culturel de la vie économique locale" constitue un modeste effort dans cette direction. Il était basé sur la présupposition que, contrairement à la pensée économique et politique dominante, les peuples ne répondent pas partout, et de la même manière, à la même logique de maximisation du profit individuel. C'est en ce sens, que le [Réseau Cultures](#) a formulé l'hypothèse de base du présent Projet de Recherche. Dans son appel à participer à ce Projet, il était notamment écrit ce qui suit.

1.2. L'hypothèse de départ

La pensée économique dominante est basée sur la présomption que les gens répondent en tous lieux dans le monde à la même logique de maximisation du profit. En ces temps de globalisation toujours croissante, il ne fait pas de doute que la maximisation du profit ou, si l'on préfère, la logique du capitalisme s'étend au monde entier. Les présupposés de la théorie économique dominante semblent être corroborés.

Cependant, un examen plus attentif du comportement actuel des gens au niveau micro semble indiquer que l'économie n'est pas réductible à la seule logique capitaliste. La logique étroite du marché, matérialiste et individualiste, ne règne pas en maîtresse suprême. Certes, elle est présente dans la plupart des sociétés, sinon dans toutes. Mais, cette logique se combine avec d'autres rationalités, attentes, intérêts, valeurs, codes et modèles de comportements. Religions, normes éthiques, relations de pouvoir et politiques, modes d'organisation, tant traditionnels que néo-traditionnels, approches locales spécifiques (du temps, de l'espace, de la nature, de l'usage du sol, des outils, de la solidarité de la sécurité), jouent également un rôle dans le comportement quotidien des gens à l'égard de l'argent, du profit, de la compétition, du marché, de l'épargne, de l'accumulation et de la distribution.

Aujourd'hui, le monde est hybride. La logique du capitalisme est mélangée avec les logiques socio-économiques locales, les contraintes locales, et en définitive, avec le sens que les populations locales donnent, ou tentent de

donner, à l'existence. Ce mélange produit des comportements et des modes d'organisation originaux et culturels spécifiques.

1.3. Les cultures locales dans un monde global

L'appel à participation du Réseau Cultures au présent Projet de Recherche étant largement diffusé, un nombre considérable de gens y ont montré un vif intérêt. Suite à un processus de tri minutieux, vingt-cinq participants furent identifiés. Certains se sont retirés parce qu'ils n'étaient pas en mesure d'accomplir les diverses "vagues" d'apports de travail que notre méthode de travail implique. D'autres ont estimé que l'esprit de la recherche questionnait trop radicalement la légitimité de la pensée néolibérale dominante. Un répondant a craint que notre intérêt pour les alternatives culturelles présentes dans les cultures locales ne nous conduise à idéaliser à l'excès les coutumes africaines et la tradition qu'il avait étudiées au Zimbabwe. En définitive, les apports proviennent de sites aussi variés que l'Angleterre et le Chili, la Chine et le Cameroun, la Belgique et l'Afrique du Sud, le Canada, l'Inde et la Suisse, la Russie et le Ghana. La liste des auteurs et des communications imprimées qui nous sont parvenues apparaît dans la bibliographie de référence du présent texte.

Dans l'ensemble, on peut constater que la présupposition sous-jacente à la recherche a été confirmée : les cultures locales - incluant leurs modes d'organisation sociale et de satisfaction des besoins matériels, leurs valeurs éthiques et spirituelles aussi bien que leur vision du monde cosmologique et philosophique - n'ont pas été totalement éradiquées. Bien au contraire, elles continuent à fournir une signification à l'activité économique de même qu'à inspirer les formes locales d'organisation. Elles sont souvent marquées par la "continuité dans le changement".

1.4. Introduction à la synthèse

Le présent travail fait la synthèse aussi bien des diverses contributions produites pour le Projet de Recherche que des discussions tenues au cours de l'Atelier organisé à Rixensart, non loin de Bruxelles, du 13 au 17 novembre 1996. Les interventions des divers participants ainsi que la teneur générale des débats y sont respectées aussi fidèlement que possible. Mais les deux rédacteurs, Thierry Verhelst et Henry Panhuys y apportent bien sûr leur marque personnelle : le premier dans son texte de synthèse rédigé en anglais, le second dans le présent texte rédigé en français sur la base d'une traduction adaptée du précédent.

Nous ferons d'abord référence aux commentaires de caractère général développés par les divers participants à propos de la logique capitaliste. Il sera question de son dynamisme mais aussi de ses effets destructifs quand elle n'est pas contrecarrée par des intérêts autres que ceux mis en oeuvre par la compétition, la maximisation du profit et la liberté des sociétés géantes (chapitre 2).

Les effets de cette logique et de la globalisation sur les politiques de développement dans les pays du Sud seront traités dans le chapitre suivant (chapitre 3).

Les réactions des populations à ces politiques seront examinées ensuite telles qu'elles se manifestent dans leurs pratiques "déviantes" à la fois au Sud et au Nord (chapitre 4).

Un certain nombre de traits culturels qui sous-tendent ces réactions seront alors identifiés (chapitre 5).

Existe-t-il de véritables alternatives au système économique dominant ? Cette question sera abordée sur la base d'un certain nombre d'expériences et d'institutions localisées dans des sites aussi variés que la Chine et l'Angleterre, le Chili et le Cameroun (chapitre 6).

De nouvelles approches observées dans l'hémisphère occidental de l'argent, de la banque, du consumérisme, seront décrites au chapitre suivant (chapitre 7).

Enfin, sous le titre "Cultures et transformation économique", l'économie sera appréhendée comme un phénomène social. Cela permettra de conclure à l'enchâssement de l'économie dans les socio-cultures locales, bien au delà de tout déterminisme matérialiste ou culturaliste (chapitre 8).

2. L'ECONOMIE NE DOIT PAS ETRE REDUITE A LA LOGIQUE CAPITALISTE

"La Société et la manière dont elle est économiquement structurée ne relève pas d'un cas de force majeure mais de la volonté et de l'action des hommes."

Raff Carmen.

2.1. La Société n'est pas seulement une économie

Certains chercheurs, venant aussi bien de l'hémisphère Nord que de l'Amérique Latine, d'Afrique ou d'Asie, observent que la notion d'économie est tout simplement absente de sociétés qui ont conservé un lien solide avec leur propre tradition holiste. Dans de telles sociétés, les activités économiques sont perçues comme des activités sociales. Aujourd'hui cependant, la pensée dominante tend à considérer la société comme une économie. Ce qui est nouveau. Bien que les marchés et les marchands aient existé pendant une longue période à différents endroits, jamais avant 1830-1850, il n'y a eu de marché intégré de l'intérieur capable de régler tous les aspects de la vie. Cela a suscité l'habitude de voir la société d'abord d'un point de vue économique. Cette habitude moderne tend à réduire les gens et la nature à leur potentiel d'accumulation d'argent.

Pourtant, les gens désirent être traités comme ayant une valeur en eux-mêmes, indépendamment de leur "utilité". Ils n'acceptent pas d'être jugés selon ce à quoi ils peuvent servir. Hélas, l'ensemble de la société, y compris ses aspects spirituels, tels que ceux existant dans les villages ghanéens par exemple, sont brutalement réduits à de l'économie et à de la matière (Akpokavie). La société est vue et gérée comme si elle était un gigantesque marché (Carmen).

Il est cependant illusoire de penser que les liens économiques peuvent, à eux seuls, donner aux êtres humains des raisons de vivre suffisantes. Les peuples ont besoin d'activités économiques portées par des liens sociaux, lesquels sont plus qu'économiques (Santikaro).

Une approche plus humaine et en même temps plus réaliste de la société consiste à penser que celle-ci est constituée de gens qui, parmi d'autres objectifs (par exemple, relations sociales, expériences religieuses, connaissance, action politique) sont "aussi" engagés dans des processus de production, d'échange et de consommation de biens et de services.

2.2. Les limites à la compétition

D'autres participants se penchent sur la pensée économique dominante actuellement. Son triomphe depuis l'effondrement du communisme en Europe conduit à des niveaux d'économisme sans précédent, avec une obsession pour tout ce qui est lié au marché et à la compétition. Un auteur s'est référé au manifeste du Groupe de Lisbonne "Limites à la compétitivité" (1995). Conduit par le Professeur Riccardo Petrella, ce Groupe s'accorde à penser que la compétitivité a été un ingrédient important de l'amélioration matérielle et de l'innovation technologique dans le passé récent. Elle constitue une force motrice dans la réalisation humaine. Sous l'emprise de la nouvelle

pensée économique cependant, la compétition a de plus en plus pris le caractère d'une épreuve de force entre rivaux. Son langage belliqueux-"battre le concurrent, envahir et contrôler les marchés"-indique sa propension perverse à chercher non seulement le succès, mais l'élimination du compétiteur.

De moyen, la compétition est devenue une fin en elle-même. De modalité (façon selon laquelle les acteurs économiques essaient de se comporter sur le marché), la compétition est devenue un objectif. Elle génère l'exclusion et légitime au niveau mondial le fait que le "droit" est du côté du plus fort, de celui qui l'emporte technologiquement, industriellement et commercialement (Carmen).

L'"évangile de la compétitivité" selon Petrella, peut être condensé en quatre principes de base :

- ▶ Nous sommes engagés dans une guerre technologique, industrielle et économique à l'échelle du monde ;
- ▶ La compétition est la seule garantie de survie ("ne pas être tué") ;
- ▶ En dehors de la compétition, il ne peut y avoir ni bien-être social et économique, ni indépendance ou autonomie ;
- ▶ Le rôle principal des Etats est de créer un environnement favorable aux entreprises pour qu'elles deviennent ou demeurent compétitives.

2.3. "L'entreprise civilisée" érigée en éthique

En contraste aigu avec ce qui précède, les Vieux Croyants de la Russie du 19e siècle abordèrent les affaires d'une manière profondément éthique. Les marchands percevaient leur activité comme une mission divine. Frugalité, prudence dans l'usage de la richesse et de la nature, modestie, étaient hautement respectées. Leur activité économique était vue comme faisant partie de la vie et par conséquent guidée par les mêmes principes et la même éthique que la vie en général. Ces marchands russes avaient un sentiment d'obligation envers leur patrie. Le marchand russe et promoteur d'art, fondateur de la fameuse galerie Tretyakov de Moscou, avait l'habitude de répéter "Ce que vous obtenez de la société, doit retourner à la société". La critique socialiste du capitalisme a emprunté son énergie spirituelle à cette hostilité envers la culture des affaires jugée égocentrique, du nouveau bourgeois (Apressyan). Cependant, elle dégénéra en bureaucratie et en parasitisme sous le règne de l'ordre soviétique. Récemment, "La Table Ronde des Entreprises Russes" (TRBR) a promulgué un code éthique des Entreprises qui invite à une nouvelle culture de l'ouverture mutuelle, de la confiance, de la responsabilité civile et du "business civilisé". Cette charte a été signée par beaucoup d'hommes d'affaire qui s'opposent à la corruption des anciens cadres communistes, à l'illégalité, à la violence mafieuse et au déclin général des standards moraux qui se sont accentués sous la thérapie de choc de Boris Eltsine. Il apparaîtrait qu'ils refusent de confondre la saine aspiration des Russes à gérer leur existence de manière créative, par eux-mêmes, avec une lutte brutale, basée sur la seule survie du plus adapté.

Dans un autre continent, la rébellion zapatiste du Chiapas, qui avait été lancée le jour même où le Mexique rejoignait le marché commun de l'ALENA, n'est qu'une manifestation parmi beaucoup d'autres qui tentent d'attirer l'attention sur la tragédie sociale et écologique en cours.

Les participants rappellent que la Thaïlande offre des exemples de pratiques destructives quand l'économie est séparée des valeurs sociales et de la conscience spirituelle. Ajarn Buddhadasa, un moine promoteur du "Socialisme Dhammique", insiste sur le fait que tout système économique et social, pour être viable et sain, se doit de restreindre l'égoïsme. Les activités économiques promues par les moines bouddhistes et les ONG ou institutions inspirées par le bouddhisme considèrent l'altruisme comme essentiel à toute culture humaine. Ils valorisent la pondération et le sens de l'équilibre dans toute entreprise humaine, y compris économique. En conséquence, ils inclinent à considérer le capitalisme comme une non-culture (Santikaro).

La politique actuelle du laissez-faire, combinée avec l'incitation au profit maximum pour accroître la consommation et être compétitif, a conduit à une immense différenciation des revenus. Elle met en danger la liberté et la dignité d'un nombre croissant de gens.

2.4. Une spirale auto-destructive

D'Amérique du Nord et d'Europe occidentale, des voix s'élèvent qui mettent en garde contre la propension à l'auto-destruction des mécanismes du marché libre. Comme Susan Georges le fait remarquer : " Paradoxalement, si nous voulons protéger le marché qui nous rend tant de services, il est urgent sinon vital de le protéger et de l'empêcher d'entrer dans une spirale auto-destructive qui nous entraînerait tous dans son sillage. En effet, plus il y a de compétition, plus il y aura d'exclusion, jusqu'à ce que la compétition élimine les compétiteurs". D'autres sonnent l'alarme contre les menaces qui déchirent le tissu social des sociétés du Nord. Dans "La société en sablier " (Maspero 1996) qu'il oppose à la société en montgolfière, A. Lipietz montre à partir du cas français, à quel point, des catégories sociales, économiques et professionnelles, de plus en plus nombreuses de la population, les femmes en particulier, sont irrévocablement aspirées vers le bas du sablier, entraînées dans un processus impitoyable d'exclusion ou de précarisation qu'il n'hésite pas à qualifier de "brésilianisation".

Le marché laisse en dehors ceux qui n'ont pas d'argent pour consommer. Le marché ignore aussi les besoins humains qui ne peuvent être achetés : affection, participation, dignité, identité. Le système économique actuel détruit la "communauté". C'est le message transmis par des gens comme David Korten, Ross Dobson, Helena Norberg-Hodge, Ted Trainer, Susan Hunt, Serge Latouche, John Cobb, Herman Daly et d'autres encore. E.F. Schumacher et Yvan Illich peuvent compter parmi leurs références assez proches.

2.5. Le cas de l'ingénierie génétique

Il n'y a sans doute pas de meilleure illustration du danger effrayant de l'économie néolibérale que le développement de la biotechnologie. Le contrôle exercé sur les formes de la vie et sur l'information génétique à travers les droits de propriété intellectuelle (droits de propriété sur les organismes vivants aux fins d'exploitation et de réplique poursuivies pour accroître le gain économique) permet à quelques sociétés multinationales d'exercer une sorte d'impérialisme faisant penser au mouvement des "enclosures" de l'histoire anglaise (Kneen). Maintenant, cependant, ce n'est pas seulement la terre qui est clôturée et privatisée, mais la vie elle-même. Si l'on n'y prend garde, celle-ci risque même d'être marchandisée, puis clonée. Partageant avec les économistes une vue du progrès linéaire, matérialiste, déterministe, les biotechnologues ne voient aucune limite à ce qui peut être amélioré, ni comment. La croissance est le fondement de ce qui est jugé progrès. "Accepter la réalité des limites physiques ou éthiques, implique qu'il faudrait accepter le besoin de limiter la convoitise et l'accaparement au bénéfice de la modération et de la justice économiques". Ainsi s'exprime en termes forts, quoique mesurés, l'ancien expert de la Banque Mondiale, David Korten, dans son récent ouvrage best-seller déjà cité "*When Corporations Rule the World*". Des semences de culture aux bébés-éprouvettes, la biotechnologie promeut, non une culture de la vie, mais une culture utilitaire du commerce et du profit ainsi qu'une domination sur la nature et sur les processus de vie. Le danger tragique d'une industrie de la vie est qu'elle ne connaît pas de limites. Elle cherche une prolongation construite de la vie, en bref, une manière d'immortalité. Le contrôle total de la vie exclut le sens de la limitation. "Cependant, accepter ses propres limites et en endosser la responsabilité voilà, la condition de sa propre fertilité" disait un participant à l'atelier. La même optique vaut pour la mort, cette limite ultime de tous les humains. Notre destin n'est pas de conquérir la mort mais de l'assumer et d'accepter qu'elle est une part de la vie.

L'ingénierie génétique pratiquée par les multinationales est basée sur une violation délibérée des frontières de l'espèce et de l'intégrité de la vie organique : la vie n'y est plus quelque chose à laquelle les marchés ont à s'accommoder eux-mêmes. La vie est simplement vue comme un produit qui serait meilleur si elle était délibérément formatée pour répondre aux exigences du marché ! Le président de la Monsanto a réaffirmé à ses actionnaires

troublés par les mises en garde éthiques adressées à la biotechnologie industrielle : "il n'est pas question de diminuer notre pression pour hâter le plein succès de nouveaux produits à commercialiser". Toute limite à la liberté de sa firme est accusée de la conduire, ainsi que la Nation toute entière, à être "non compétitives". Pourtant le scepticisme du public au sujet des mérites et de la sécurité de la biotechnologie est fondé. Qu'on ne se laisse pas leurrer par une certaine littérature ! Une bonne part de ce que les grandes sociétés présentent comme preuves de leur assertions et qui se donne à lire dans les revues scientifiques est dûe à la plume servile ou, à tout le moins, intéressée de scientifiques dûment stipendiés ou en recherche de carrière (Kneen).

En biotechnologie comme dans d'autres domaines, les droits et libertés des sociétés anonymes ont priorité sur ceux des individus. David Korten a collé à cette tendance exorbitante l'étiquette de "*corporate libertarianism*" ("libertarianisme" de firme). La pratique de la science comme activité industrielle et la capture par les sociétés transnationales du savoir scientifique-lequel appartient au domaine public-est malheureusement typique du processus à l'oeuvre dans les économies industrielles du monde.

Les rôles sont renversés. D'institution jouissant du droit de fonctionner aussi longtemps qu'elle sert les intérêts du public, la société anonyme est entraînée de se transformer en institution qui permet à l'Etat de fonctionner... aussi longtemps qu'il sert les buts de la firme. Comme David Korten le note : "La législation concernant la société anonyme est une invention créée pour mobiliser les ressources financières privées au service d'un but public. Hélas, elle permet aujourd'hui à un ou plusieurs individus de drainer des ressources massives, économiques et politiques, en faveur d'objectifs privés et de se débarrasser de leurs responsabilités quant aux conséquences sociales de leurs agissements". Jusqu'au milieu du siècle dernier, le pouvoir de conférer aux sociétés la personnalité juridique appartenait à l'Etat. Aux EU, les actionnaires de la société anonyme étaient tenus personnellement responsables pour toutes les dettes encourues par la société. Les grands et petits investisseurs avaient des droits de vote égaux. La guerre civile américaine (1861-65) a marqué un changement dans les relations de pouvoir et dans le statut des sociétés anonymes. "Graduellement (...), les grosses sociétés ont acquis un contrôle suffisant sur les corps législatifs clés de l'Etat pour réécrire virtuellement les lois gouvernant leur propre création (...). En 1986 (...), la Cour Suprême décréta dans l'affaire opposant le comté de Santa Clara à la Southern Pacific Rail Road, qu'une compagnie privée est une personne naturelle selon la constitution des E.U. (...). Donc, la société anonyme réclame finalement tous les pleins droits dont jouissent les citoyens individuels, tandis qu'elle est exemptée des nombreuses responsabilités et obligations liées à la citoyenneté" (Korten pp. 56-59).

3. LES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT HORS-CULTURE SONT DESTRUCTIFS

3.1. Le piège ethnocentrique

Les participants au présent Projet de Recherche soulignent l'inadéquation de la théorie et des programmes de développement résultant du réductionnisme économiste dont il a été question ci-avant.

De nombreux économistes et experts en développement sont imbus du paradigme mécaniciste selon lequel des "lois" (relations de causes-à-effets) peuvent être induites de l'observation de la vie sociale. Les modèles mathématiques sont supposés justifier la prétention que l'économie est une discipline scientifique, universellement valable. Ceci explique pourquoi la pensée et la pratique du développement ont donné tant de crédit aux économistes comme experts du développement. Cependant, beaucoup de présuppositions à la base de l'économie sont imprégnées par une culture particulière, à savoir, la culture occidentale moderne. L'économie, comme la sociologie, souffre d'un ethnocentrisme profondément ancré, quoique souvent inconscient. Les choses ne sont-elles pas inévitablement erronées quand la formulation et la planification de projets s'inscrivent dans le cadre d'une approche étroite et simpliste d'un "*homo oeconomicus*", ainsi qu'on appelle cet homme soi-disant universel, défini comme personne qui se livre, avant d'entreprendre, à des calculs de quantification coûts-bénéfices ?

La réduction de la motivation humaine à l'utilitarisme est illusoire. L'expérience très médiocre du développement autant que le nouveau paradigme holistique introduit par les sciences "dures" d'aujourd'hui, suggèrent qu'il est plus réaliste de reconnaître la complexité du social. La réduction de l'homme et de la société à un ensemble de "lois" et de mécanismes prévisibles constitue une profonde erreur.

Les nombreux échecs de la planification du développement, particulièrement dans la sphère de l'économie, aussi bien que les souffrances humaines infligées aux communautés locales au nom du développement, sont dûs à une approche des sciences sociales empoisonnée par le paradigme réductionniste, mécaniste, déterministe et par le préjugé bureaucratique occidental. Ce préjugé tire son origine d'un évolutionnisme social linéaire particulièrement étroit et qui présente le Nord comme le "modèle". Comme si le passé du Nord était le futur du Sud ! Un nouveau paradigme et de nouvelles approches sont requis. L'expertise des économistes est certainement nécessaire, mais le paradigme économiste qui étaye la théorie économique dominante d'aujourd'hui appelle une mise en cause radicale.

3.2. Les promesses non tenues du développementalisme

La réduction des peuples et de la nature des Tiers-Mondes à leur potentiel économique, la réduction des aspirations matérielles et méta-matérielles aux besoins quantifiés définis par les experts dans les bureaux des capitales locales et étrangères, conduisent au mal-développement. Pire, à l'obsession du "développementalisme" (Akpokavie). Les participants le définissent comme une logique perverse de la croissance, du productivisme, de l'individualisme, de l'accumulation, de la maximisation du profit.

Les politiques rurales imposées aux paysans ghanéens sont caractérisées par l'introduction de technologies créatrices de dépendance, par des politiques de crédit irréalistes et par la spécialisation culturelle. Notre chercheur ghanéen critique sévèrement la prétention des experts de transformer la paysannerie-censée arriérée-en agro-entrepreneurs mercantiles capables de dominer leur environnement et non seulement de s'y adapter. Ils visent la rupture de leur "économie affective", si bien analysée par G. Hyden, celui-ci décrivant comment les paysans africains valorisent les relations humaines autant que le profit. Un contraste aigu existe entre le "développement de la logique dominante" et les "stratégies paysannes de développement".

La campagne ghanéenne est le lieu des espoirs brisés et des promesses non tenues de l'eldorado du développement. Nombreux sont ceux qui ont rejeté la responsabilité de ces échecs sur la paysannerie. Pourtant, les paysans ont rarement conçu ces programmes de développement. On considère comme allant de soi que le modèle de développement économiste, et la culture le fondant, est celui qui convient le mieux à la paysannerie.

En fait, les politiques coloniale et post-coloniale sont souvent responsables de l'imposition d'un type de développement désenchanté. Les stratégies de développement subvertissent les modes de production des paysans en essayant de transformer ceux-ci en producteurs de cultures de rente pour l'exportation.

Les fermes d'état, les projets de développement, les plans de remembrement et de colonisation rurale, toutes ces nouveautés sophistiquées reviennent à une même caractéristique : l'aspect de production économique orientée vers le profit est dissocié des aspects sociaux et culturels. Les paysans étaient, et sont encore, soit transformés en producteurs de biens, soit ignorés ou marginalisés. On ne cherche pas à promouvoir un modèle paysan local d'agriculture mais à assurer la modernisation agraire à travers le développement agricole intensif en restructurant l'articulation entre agriculture et industrie, la première étant soumise à la seconde grâce à l'imposition de rapports sociaux de production compatibles avec le productivisme technocratique de haut rendement.

3.3. Sujets, non objets, de développement

Cette analyse conduit à une nouvelle explication de la pauvreté matérielle endurée dans la plus grande partie du continent africain.

La pauvreté matérielle est le résultat d'un conflit aigu entre les experts (aujourd'hui tant africains qu'occidentaux) affirmant "Vous-pouvez-être-comme-nous" et le besoin profond d'identité, d'autonomie, de dignité et d'humanité. Les gens veulent être acteurs : sujets non objets de développement. Plutôt que d'essayer de re-coloniser l'Afrique - ce qui signifierait la réimposition des recettes ratées du passé - l'Afrique profonde devrait devenir assez libre pour trouver sa propre voie, et se dégager enfin des philosophies et systèmes de valeur eurocentriques (Carmen).

3.4. Les cultures mutilées

Les politiques de développement néocolonial conduisent à des "cultures mutilées" (De Boeck) et parfois à des sociétés agonisantes "dans lesquelles la production et la reproduction de la mémoire sociale et d'un habitus chargé de sens sont mises en danger". Les membres de ces communautés sont sous menace constante de dépossession, de désappropriation, de dislocation d'elles-mêmes. Ce procès peut n'être pas partout aussi tragiquement avancé. Pourtant le dommage culturel est partout visible. Pour reprendre un constat de la Banque Mondiale, il y a eu, et il y a encore, une déconnexion entre institutions importées et approches économiques d'une part, institutions autochtones et approches locales d'autre part (Atomate).

La capacité de sélection des influences extérieures et le libre choix entre les éléments du mode de vie actuel qui doivent être conservés et ceux qui peuvent être abandonnés - capacité de choix qui est une des fonctions les plus vitales de toute culture - a été sérieusement anesthésiée par la colonisation mentale et par le développement mimétique.

4. LA REACTION DES "GENS D'EN BAS"

4.1. La globalisation : une épée à double tranchant

Le processus d'internationalisation du capital est à l'oeuvre depuis longtemps mais il connaît à présent une accélération sans précédent et agit comme moteur de la globalisation actuelle. Cette internationalisation du capital se combine avec un formidable rétrécissement de l'espace et du temps, lesquels, à leur tour, engendrent un important changement de mentalités. Les deux sont renforcés idéologiquement par un économisme très vigoureusement néolibéral conjugué à un ethnocentrisme arrogant et à une représentation de la "Fin de l'Histoire" anti-démocratique. Bref, on assiste à l'essor d'une idéologie selon laquelle l'humanité aurait, depuis la chute du mur de Berlin, atteint la maturité et la paix grâce à la généralisation de la rationalité en économie (capitalisme) comme en politique (démocratie) (voir point 8.1.).

La globalisation en tant que telle n'est cependant pas entièrement négative, loin s'en faut. Elle est une épée à double tranchant. "La globalisation, dit un participant, crée des événements dynamisants au niveau local et permet de donner à ces événements un retentissement au niveau global". Ainsi le local peut influencer le global tandis que le global pénètre le local. S'il y a une hégémonie de la globalisation, celle-ci permet simultanément de développer, pour parler en termes gramsciens, une contre-hégémonie ! Des "niches" locales peuvent devenir des "crevasses" dans le système. La globalisation inclut des phénomènes d'émergence de facteurs potentiellement positifs tels que : conscience planétaire, citoyenneté mondiale, communication globale, accélération de l'information et du contact, sensibilité globale aux droits humains, accès (pour qui ?) à la technologie utile (Internet ?) dans un village global internationalisé, solidarité accrue, potentiellement au moins.

Inversement, la globalisation présente de nombreux aspects négatifs. Elle est liée à l'inégalité croissante et au

développement national à deux vitesses, au colonialisme organisé des multinationales, à l'homogénéisation culturelle (occiden-talisation), à la marchandisation de tous les aspects de la vie et à la financiarisation, à l'imposition d'une épistémologie réductionniste en sciences humaines ainsi qu'à une criminalisation croissante à travers les activités de type mafieux.

4.2. Acceptation, réaction, résistance

La globalisation chemine à travers une dialectique du global et du local, par laquelle l'un influence l'autre, et vice-versa. Ce monde globalisé qui est le nôtre, produit aussi des particularismes. On observe donc toutes sortes de pratiques allant de la participation enthousiaste à l'économie mondiale à des formes variées de réaction ou de résistance en passant par la "Réinvention du capitalisme" (selon le titre d'un ouvrage dirigé par J-F. Bayart, Karthala 1995). On constate ainsi un peu partout, des métissages entre des cultures particulières et un capitalisme unifiant.

Des participants ont exprimé leur malaise à l'égard de l'usage de la formule "résistance à la globalisation" parce que ce terme implique une réponse purement réactive et hostile à une chose perçue, erronément, comme monstrueuse et monolithique. Ils défendent l'idée qu'il est impossible d'identifier un "ennemi" avéré. Une autre formulation, plus positive, serait l'"adaptation créative". Cela sonne moins "militariste" que le mot "résistance". D'autres insistaient au contraire sur l'importance de la résistance à ce que la globalisation peut avoir de destructeur et mettaient l'accent sur le côté créatif, innovateur, de certaines formes de résistance.

Dans l'éventail des modes de réaction à la globalisation, on constate aussi, outre l'attraction pure et simple et l'opposition radicale, l'adaptation, la collaboration critique, l'effervescence stérile, la négociation, le mélange de vieux et de nouveaux compromis, la réinvention créative ! Les populations veulent la modernité, mais, dans leurs propres termes. Certains agissent contre certains aspects du capitalisme, mais l'affectionnent en même temps.

Malgré l'apparence du contraire, nous pensons, avec Immanuel Wallerstein, que le système capitaliste, néolibéral, globalisant, est en train de s'affaiblir. Il perd sa légitimité en montrant son inaptitude à satisfaire les besoins essentiels de masses croissantes de gens frustrés qui sont exclus ou n'entrevoit aucune chance d'amélioration de leurs conditions de vie. Réagir ou même résister au capitalisme n'est donc pas seulement un choix idéologique. Pour beaucoup, c'est une question de lutte pour la vie contre la mort, de combat pour l'humanité contre l'exclusion.

4.3. Conscience globale et changement individuel

La conscience humaine est-elle entrain d'évoluer ? Certains espèrent qu'une des conséquences positives de la globalisation en cours, soit le lent avènement d'une nouvelle conscience globale, un bond en avant de l'espèce humaine. Peut-être sommes-nous en train d'évoluer lentement de l'actuel syndrome de Caïn, typique d'une économie- "je gagne-tu perds" ("*win-loose economy*"), à un type d'économie " je gagne-tu gagnes" ("*win-win economy*") qui ne sombrerait pas dans la compétitivité et qui respecterait et la nature et les cultures (voir point 8.2).

Un tel changement, disent souvent ceux qui se prononcent ainsi, se prépare au niveau individuel. L'intuition de Gandhi à propos d'un lien mystérieux entre d'un côté, le changement social et politique, et de l'autre, une transformation personnelle, interpelle beaucoup de monde aujourd'hui. Pour le mahatma il ne pouvait y avoir d'amélioration sociale sans amélioration personnelle. La sociologie classique objecterait à cela que tout individu vient d'un moule social et reflète simplement des logiques et des structures sociales. Ce qui impliquerait la nécessité de se concentrer seulement sur le changement au niveau collectif. Cependant, un nouveau paradigme holiste et humaniste est en train d'émerger qui considère le changement individuel comme une condition nécessaire ou comme une composante du changement collectif. K. Marx lui-même notait que le libre développement de soi est la condition d'un libre développement pour tous. Pour lui, c'était évidemment de liberté sociale dont il était question surtout et non

d'abord de liberté individuelle. Mais pour accéder à cette société libre, il mettait l'accent sur le besoin de libération personnelle de l'idéologie aliénante et des structures d'exploitation économique. Ses successeurs peuvent avoir trahi cette déclaration humaniste, mais elle se trouve encore dans le Manifeste Communiste.

La tradition biblique, surtout dans le livre du prophète Isaïe, insiste, elle aussi, sur l'interrelation entre la personne individuelle, vue comme microcosme, et le monde en général. Mon intégrité est liée à l'intégrité du monde. L'être humain est appelé à garantir, comme co-créateur avec Dieu, l'intégrité du monde et la justice des sociétés humaines. Notre action sociale et politique est de ce fait une tâche sacrée, et il est donc évident qu'une telle mission ne peut être exercée n'importe comment. L'action sociale et l'engagement politique sont des tâches d'une telle importance qu'elles requièrent une profondeur spirituelle et un ascétisme personnel, c'est-à-dire une auto-transformation et un éveil constants. Bouddhistes, Musulmans, Hindous et Chrétiens s'accordent sur ce point.

Il est important de mettre l'accent sur la simultanéité de l'action sociale et du changement personnel. C'est souvent dans le processus même de l'engagement social que ce changement arrive. Le changement n'est ni "individuel", ni "collectif" : il est les deux à la fois.

4.4. Les pauvres sont-ils rationnels ou raisonnables ?

Certaines personnes adhèrent à l'idéologie économiste compétitive, soit avec enthousiasme, comme les "nouveaux Russes", soit parce qu'ils ne voient pas d'alternative. D'autres recourent à toutes sortes de moyens pour compenser les effets nuisibles de celle-ci. Leur réaction ou leur résistance sont tantôt conscientes et organisées, tantôt relativement inconscientes et spontanées, manquant alors d'organisation et de planification.

Les sociétés sont des organismes vivants qui ne se prêtent guère à la planification volontariste des experts. Elles ne se laissent pas totalement envahir et broyer par le développement. Pour que les institutions et la technologie modernes, pour que les mécanismes du marché moderne fonctionnent bien, un système sous-jacent de croyances modernes est nécessaire. Or, en Algérie et au Maroc, comme dans beaucoup d'autres parties du Tiers-Monde, ces croyances sont absentes de nombreuses communautés.

Il résulte de ce qui précède que les pratiques des populations sont ambiguës. Les populations qui n'adhèrent pas totalement à la logique économiciste recourent à des systèmes syncrétiques (Keulder), à des recompositions mosaïques, hybrides (Zaoual). La rationalité économique fusionne avec d'autres façons d'être "raisonnable" (Latouche) et produit des systèmes complexes. Les systèmes locaux luttent donc contre l'entropie à laquelle un système uniforme conduirait, en particulier s'il n'était accompagné d'aucune amélioration réelle des niveaux de vie.

4.5. Logiques de développement holiste et durable

En Afrique de l'Ouest, les paysans déploient des stratégies de développement qui déjouent les logiques de développement imposées par les experts de l'Etat et/ou de l'agro-business (voir point 3.2 ci-dessus). Beaucoup recourent à une option qui consiste à se soustraire du système ("exit-option"). Une telle attitude de retrait et d'évitement procède d'une habitude séculaire de libres allées et venues, de lieu en lieu. La flexibilité leur est usuelle. Ils cherchent ainsi des solutions qui ne se polarisent pas exclusivement sur l'accumulation, la productivité, l'individualisme, la maximisation du profit.

Cela ne veut pas dire que les paysanneries africaines se contentent toujours d'une simple subsistance et d'un niveau minimum de revenus. Ce qui leur importe, c'est d'éviter de mettre tous leurs oeufs dans le même panier. Ils diversifient autant que possible et ce, à tous les niveaux. La diversification apparaît même comme un véritable mode de vie, au coeur de leur stratégie de réaction/résistance (Akpokavie). Prenons quelques exemples : les paysans

pratiquent les cultures mixtes intercalaires, lesquelles, contrairement à la spécialisation monoculturelle, conduisent à un volume global accru de récoltes diversifiées tant pour des raisons agronomiques et économiques que pour des fins rituelles et autres. La migration saisonnière ou même à long terme, telle que celle pratiquée par les travailleurs agricoles de la ceinture de cacao, est très répandue également parmi les agriculteurs qui cultivent leurs propres champs pendant d'autres périodes de l'année. La plupart des paysans exercent différents métiers et commerces en même temps qu'ils s'adonnent à l'agriculture vivrière ou de rente. Les paysans sont polyvalents. Ils évitent le calcul économique étroit en investissant dans les relations sociales aussi bien que dans la production. Les groupes d'âge, la parenté, les sociétés secrètes, le mariage, toutes sortes d'organisations "communautaires" sont ainsi sollicités pour élargir les opportunités et réduire les risques dus à la spécialisation recommandée par l'agriculture technocratique et mécanisée, axée sur des cultures de rente.

Les festivités prennent une part importante de leur vie. Ces festivités ne sont pas du gaspillage mais des investissements raisonnables en termes de relations sociales qui peuvent s'avérer utiles dans l'avenir.

Tandis que la réaction paysanne est fondée sur une logique à long terme de développement holiste, durable et diversifié, les tactiques à court terme des paysans sont imprévisibles. Elles sont simplement des ajustements aux situations locales ou aux affaires courantes. Leur comportement tactique peut donc apparaître aux observateurs extérieurs contradictoires avec leur logique à long terme.

Les Etats et les donateurs ont essayé de capturer la paysannerie dans des projets centralisés ou dans une agriculture modernisée qui, de paysans diversifiés, les transformeraient en fermiers spécialisés. De nombreux projets de développement étudiés par un participant, visaient à atteindre cet objectif. Il rapporte que, si l'Etat réussit vraiment à transformer la paysannerie dans certaines situations, dans l'écrasante majorité des cas, l'imposition de la modernisation agraire (soit par projets, soit par politiques sectorielles) a conduit à différentes formes de résistance paysanne, forçant parfois le "développeur" à modifier son projet ou sa politique de modernisation en conséquence.

4.6. Des réactions et des résistances à facettes multiples

Un premier type de réaction ou de résistance est donc le retrait, par exemple en recourant au marché informel ou à l'échange direct de vivres entre villages. Cela peut aussi consister en un phagocytage des institutions d'encadrement et d'exploitation de manière à les manipuler au profit d'intérêts locaux.

Un autre type de réaction ou de résistance est la déviation des programmes de développement de leur but originel pour servir des intérêts paysans, par exemple : revente d'intrants qui leur sont vendus à bas pris par l'Etat, dérivation vers leurs logements du courant électrique destiné à des projets à grande échelle, etc...

Un autre type encore de résistance est la neutralisation des politiques de modernisation par le recours à des formes de résistance culturellement enracinées. James Scott les a appelées "les armes du faible" : absentéisme, non-coopération, travail au ralenti, manque de comptabilité d'engagement financier, de dévouement (Atomate), dérision, accidents intentionnels pour détruire les récoltes ou les équipements, etc...

Décrits par maints experts à l'arrogance néo-coloniale comme exemples de paresse et d'inefficacité des paysans, ces tactiques sont des moyens de résistance par neutralisation.

Il reste que les révoltes paysannes contre l'Etat sont assez rares. En général, elles sont ciblées (hausse des prix de vente, baisse des taxes, etc...) et ne font pas souvent preuve d'une juste appréciation des rapports de force en jeu (Akpokavie).

4.7. Apprivoiser les diamants et les dollars

Confrontés aux épreuves du capitalisme moderne et à l'irrationalité des soudaines fluctuations de la monnaie, les

jeunes urbains zaïrois interprètent l'économie moderne comme étant liée à la sorcellerie diabolique : "l'argent vous rend trouble, avec la tête dans les nuages" !. Les diamants, disent-ils, transforment les gens en voleurs, escrocs et menteurs et mènent à l'immoralité et à toutes sortes de pratiques nocturnes horribles (De Boeck). En un sens, acheter et vendre leur apparaît irrationnel, immoral, pervers, puisque cela arrête la réciprocité et bloque les flux naturels de biens et d'énergies (M. Mauss) pour faire du profit et maximiser le capital. L'individu qui réussit et ne partage pas est un "sorcier" qui trahit les valeurs traditionnelles.

Richesse et argent doivent être chassés, traqués, piégés et apprivoisés comme du gibier. En effet, la richesse dérivant du capitalisme se comporte de façon imprévisible. Les diamants et les dollars se conduisent comme des animaux sauvages, dangereux, qui exigent d'être domestiqués avant de pouvoir être intégrés dans le village ou la cité.

Les jeunes, à certains endroits comme la région-frontière entre le Zaïre et l'Angola, tentent de réenchâsser le capitalisme et la modernité par la "capture des diamants" et l'"apprivoisement des dollars", donc en réinterprétant l'Occident, en transformant le capitalisme et en y réinjectant les normes traditionnelles. Capturer la modernité sans être piégée par elle, est un type de réaction basée sur sa propre tradition (passé) et sur sa propre lecture d'une situation fâcheuse (présent). Le global est donc localisé, actualisé, contextualisé.

Dans cette perspective, la contrebande et le commerce des diamants n'apparaissent pas comme destructeurs des formes locales de solidarité et de réciprocité. Au contraire, il existe une forte rationalité locale, traditionnelle ou néo-traditionnelle, derrière ces pratiques. Les diamants et les dollars permettent finalement à ces jeunes de se créer une nouvelle identité pour eux-mêmes en tant que nouveaux "chasseurs de gibier". Ils gagnent en auto-réalisation et en statut social. Ils trouvent leur équilibre entre la poussée de l'"économie affective" et l'attraction de l'"économie capitaliste". Les auteurs soutiennent cependant que l'apprivoisement des diamants et des dollars n'est pas tant lié à une résistance à la modernité (diluer les effets destructeurs de l'économie d'échange), qu'à une façon de s'approprier et de transformer la modernité par la projection d'une moralité locale sur la scène globale.

4.8. Prolétariat organisé ou résistance informelle

Qu'en est-il des réactions et résistances à la logique néo-libérale extrême en Occident ? Au coeur du capitalisme, la réaction/résistance à celui-ci est évidemment mieux connue. L'exclusion et la pauvreté ont conduit à une résistance croissante par des partis représentant, ou prétendant représenter, le prolétariat. Les actions de lutte menées par le mouvement ouvrier et ses organisations syndicales s'inspirent de méthodes telles que manifestations, grèves, révoltes urbaines. Ils comptent parmi les formes reconnues de résistance les plus avancées et aussi les plus connues. Les mouvements de masse socialistes et démocrates-chrétiens ont profondément structuré de nombreuses sociétés industrielles en remportant d'importantes victoires sociales contre le capitalisme sauvage.

Au titre des résistances ou réactions des populations urbaines dans les pays du Sud, il convient de citer le vaste aperçu qu'en offrit la contribution émanant du Chili sans en exclure les formes de lutte semblables à celles du monde ouvrier occidental. Le tableau ci-après présente une vue synthétique de la structure de l'économie populaire (selon Razeto et Calcagni, 1989). Il montre clairement les types variés de stratégies pratiquées par les "pobladores", les habitants des quartiers exclus, en l'occurrence à Santiago du Chili, dans le champ de l'économie. Certaines d'entre elles traduisent en fait une forme de réaction voire même de résistance à la globalisation et trouvent leur place dans le présent chapitre. D'autres seront traitées dans les chapitres suivants.

4.9. Identifier de nouveaux opposants, autres que l'Etat.

Sous l'impact des PAS et des politiques néo-libérales, les Etats sont devenus de moins en moins capables d'imposer

Alternatives au-delà de la pensée économique dominante.

leurs politiques et de "capturer" leurs paysanneries. Dans le vide qui en résulte, toutes sortes de nouveaux acteurs interviennent. Les mouvements sociaux doivent apprendre à lutter contre de nouveaux opposants, autres que l'Etat. Réinventer la notion de lutte sociale est à n'en pas douter l'un des défis majeurs et urgents de notre temps. Sans doute, la logique dominante et son paradigme fondateur (voir chap. 8) exigent-ils une remise en cause radicale, un simple changement des politiques d'Etat ne pouvant apporter les solutions requises.

[Réseau Culture](#) - Septembre 1997

Pour plus d'informations, contacter :

Réseau Culture

174, rue Joseph II - 1000 Bruxelles

Tél : +32 (0) 2 230 46 37 - Fax : +32 (0) 2 231 14 13